

Automobile : la holding des Peugeot chahutée par des actionnaires minoritaires

Peugeot Invest a inscrit vendredi à l'ordre du jour de son assemblée générale trois projets de résolutions rédigés par des sociétés de gestion dénonçant un « biais en défaveur des minoritaires » de la part de la famille fondatrice du constructeur.

Par Isabelle Chaperon

Publié le 04 mai 2024 à 09h19 · Lecture 2 min.

La famille Peugeot a beau détenir près de 80 % du capital et quasiment 89 % des droits de vote de sa holding cotée, Peugeot Invest, elle n'y est pas complètement chez elle. Vendredi 3 mai, le conseil d'administration de Peugeot Invest a inscrit à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale (AG), le 24 mai – tout en appelant à voter contre –, trois projets de résolutions (sur cinq) proposés par des minoritaires mécontents.

Les sociétés de gestion françaises Moneta Asset Management et Sycomore AM, qui détiennent ensemble 6,4 % du capital de la holding, ont le sentiment que les Peugeot, bien calés au volant, oublient qu'ils transportent des passagers dans leur véhicule d'investissements. Ces gestionnaires ont déclaré une action commune pour mener cette campagne, avec le soutien de Colette Neuville, la fondatrice de l'Association de défense des actionnaires minoritaires.

« Nous sommes actionnaires de Peugeot Invest depuis plus de quinze ans », relate Grégoire Uettwiller, gérant chez Moneta. Et d'expliquer avoir engagé un dialogue avec la société depuis des mois.

« En 2023, nous avons découvert que – après avoir rebaptisé l'année précédente FFP en Peugeot Invest – la famille avait décidé de prélever une redevance sur l'utilisation du nom Peugeot. C'est légal, mais pour nous, cela a constitué un signal désastreux qui nous a amenés à analyser de près la gouvernance de la société. Nous déplorons un biais en défaveur des minoritaires. »

Un « malus »

« FFP a changé de dénomination sociale pour amplifier sa visibilité et son attractivité. La valeur de la marque attachée au nom Peugeot est importante, notamment à l'international ; elle permet à la société d'accéder aux meilleurs partenaires investisseurs, indique une porte-parole de Peugeot Invest. La marque représente par ailleurs un actif essentiel pour son actionnaire de contrôle, Etablissements Peugeot Frères, qui a déployé des moyens financiers et humains importants pour la préserver. Par conséquent, il est logique que l'utilisation de cette marque soit rémunérée. »

Cette redevance inattendue est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, mais la cause profonde de l'impatience des minoritaires trouve sa source dans la fameuse décote de holding. La Bourse, en fait, ne valorise jamais une « tirelire » à la hauteur de ses participations. C'est en général 20 %, 30 %, voire 40 % de moins.

Mis bout à bout, les 7 % de Stellantis, 5 % de Spie et autres parts dans des fonds de capital-investissement détenus par Peugeot Invest valent 5,9 milliards d'euros. Mais sa capitalisation boursière atteint 2,7 milliards seulement : soit un « malus » de 55 % qui s'est creusé au fil du temps, malgré la diversification opérée en dehors du secteur automobile. *« Réduire la décote ne semble pas être la priorité de la famille, pas plus que le respect des règles de bonne gouvernance. C'est pourquoi il faut en débattre à l'AG, seule enceinte où les minoritaires ont droit à la parole »,* s'agace M^{me} Neuville.

Pour redorer le blason boursier de Peugeot Invest, Moneta et Sycomore AM appellent la holding à augmenter son dividende, à introduire le cours de Bourse et la décote parmi les critères déterminant la rémunération variable des dirigeants ou encore à s'imposer davantage de transparence.

Isabelle Chaperon